

Questions orales

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, la question posée par le député me touche le cœur. J'en reviens d'une certaine manière à la réponse que j'ai donnée au chef de l'opposition, et que je voudrais développer pour répondre au député.

Il existe en ce moment un bon nombre de programmes intégralement indexés, à l'intention des catégories que le député viens d'évoquer. Je viens de parler du supplément de revenu garanti, qui est intégralement indexé. Je pourrais parler de la sécurité de la vieillesse, des allocations familiales, du crédit d'impôt aux enfants et des prestations d'assurance-chômage. Tout cela est indexé.

M. Wilson: Indexé à quoi?

M. MacEachen: Indexé à l'intention des bénéficiaires de ces programmes, contre les hausses de prix que nous subissons aujourd'hui.

J'ajouterai, madame le Président, qu'il ne s'agit pas de fiction parce qu'en 1980 seulement l'indexation va assurer, par le biais de ces programmes un transfert de trois milliards au bénéfice des catégories mentionnées par le député. Je pense qu'il s'agit là d'une protection non négligeable que nous offrons en ce moment.

Le député voudrait sûrement . . .

Des voix: Règlement!

M. McGrath: Ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. S'il veut parler de l'indexation en valeur réelle, il s'agirait d'une hausse des allocations familiales de \$2 tous les trois mois. Tentez de concilier cela avec une hausse des prix alimentaires de 15.2 p. 100. L'an prochain, les prix alimentaires sont censés augmenter de 15 à 20 p. 100. Je ferai remarquer au ministre, madame le Président, que l'indexation constitue peut-être la solution, mais sur quoi la fonder? Sur une commande de victuailles comprenant un bifteck? Nous en sommes rendus au point où nous parlons d'aider les travailleurs pauvres à jouer simplement . . .

Mme le Président: A l'ordre.

M. McGrath: . . . d'un niveau de vie décent. Il n'y a pas de quoi rire.

Mme le Président: A l'ordre.

M. McGrath: Je demande au ministre de tenir ses promesses.

Des voix: Bravo!

Mme le Président: A l'ordre. La parole est au député de Broadview-Greenwood.

LES FINANCES

LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE TAUX D'INTÉRÊT

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre a répété aujourd'hui à la Chambre ce qu'il a déjà dit bien des fois, à savoir que les solutions que notre parti propose aux problèmes de la hausse des taux d'intérêts et du chômage sont inflationnistes. Je voudrais que le ministre réponde à la question que le chef de mon parti lui a déjà posée, notamment: qu'y a-t-il d'inflationniste dans un crédit d'impôt remboursable et une commission de surveillance des prix quand on sait que d'après les statistiques fournies par le gouverneur de la Banque du Canada, M. Bouey, notre économie fonctionne à moins de 80 p. 100 de son rendement normal et qu'il y a en fait plus de un million de chômeurs au Canada?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le Nouveau parti démocratique se livre encore une fois aux excès qui caractérisent son chef en prétendant qu'à l'heure actuelle, il y a plus de un million de chômeurs au Canada.

M. Broadbent: En chiffres réels.

M. MacEachen: Le député sait que selon les dernières données désaisonnalisées de Statistique Canada, le nombre des chômeurs est bien inférieur à un million. C'est déjà beaucoup, mais j'estime que les députés qui cherchent à ajouter 200,000 chômeurs de plus, ne serait-ce que pour poser des questions à l'appel de l'ordre du jour, font preuve d'une certaine inconscience.

Des voix: Bravo!

M. Rae: Madame le Président, comparée au ministre, Marie-Antoinette donnerait l'impression d'être une travailleuse sociale.

Des voix: Oh, oh!

M. Rae: Il ne tient pas compte du fait que des centaines de milliers de Canadiens ont cessé de se chercher du travail à cause des politiques de son gouvernement, et s'il additionne ces chiffres, il s'apercevra qu'au mois de novembre, le Canada comptait 1.3 million de chômeurs. Le ministre ne sait pas ce qu'il dit quand il s'exprime ainsi.

Des voix: Bravo!

M. Rae: J'aimerais poser au ministre une question au sujet des taux d'intérêt bancaires qui ont atteint le niveau astronomique de 17.63 p. 100. Cela veut dire des taux réels de 20, 21, 22 et 23 p. 100 pour le consommateur moyen. Le ministre a souvent dit que son gouvernement n'est pour rien dans cette politique et que s'il avait les mains libres le taux d'escompte ne serait pas aussi élevé. Il a dit qu'il appliquerait une politique différente s'il pouvait agir plus indépendamment du Federal Reserve Board. Le ministre accepterait-il de dire à la Chambre quel taux d'escompte il estime équitable? Consentirait-il à s'exprimer franchement et à dire à la Chambre à combien devrait en réalité se stabiliser le taux d'escompte?